

PV No 15 de la séance du Conseil Communal de St-Prex du mercredi 2 mai 2018

Présidence : M. Alain **JOUFFREY**, Président.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Nomination d'un secrétaire ad-hoc pour la séance du jour
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du PV de la séance du 7 février 2018
5. Communications du Bureau
6. Communications de la Municipalité
7. Nomination du (de la) secrétaire du Conseil
8. Rapport n° 01/02.2018 – demande d'un crédit pour financer la construction d'une piscine couverte scolaire et publique, l'aménagement de la cour de récréation du collège du Cherrat et l'adaptation du chauffage à distance (CAD) du collège du Cherrat
9. Préavis n° 02/05.2018 – adoption de la gestion et des comptes 2017
10. Simples questions
11. Contre-appel

1) Appel

Il est 20h05 lorsque le Président ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Madame Michelle **STRICKER**

Messieurs **HAEFLIGER** Marc
BOILLAT Christian
TARDY Joël

61 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Nomination d'un secrétaire ad-hoc pour la séance du jour

L'article 36 du règlement prévoit qu'en cas d'absence momentanée du secrétaire, il est pourvu à son remplacement par la désignation d'un secrétaire ad-hoc. Le Bureau a désigné comme secrétaire pour cette séance Monsieur Steve **BRUCHEZ**.

Le Président met en discussion. La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos. Le Président remercie Monsieur **BRUCHEZ** pour son aimable participation.

3) Adoption de l'ordre du jour

Le Président met en discussion l'ordre du jour. La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Adoption du PV No 14 de la séance du 07 février 2018.

M. Philipp **LANGER** a demandé les modifications suivantes sur la page 180 concernant la présentation de la piscine par le bureau LVPH Architectes Sàrl.

M. Philipp **LANGER** rappelle qu'avec les frais d'une piscine, il faudra être préparé à renoncer à d'autres projets par la suite, mais il félicite les deux architectes pour le beau projet qui est encore plus clair maintenant avec les images de synthèse.

Et dans le même paragraphe :

Les parents pourront observer la leçon de leurs enfants depuis la cafétéria, et c'est même mieux si celle-ci n'a pas de service.

M. Philipp **LANGER** a demandé aussi des modifications sur la page 192 et suivantes - Rapports sur le préavis n° 09/10.2017 – Adoption de la modification du plan général d'affection (MGPA) « Zone réservée ».

M. Philipp **LANGER** informe, comme certains le savent déjà, qu'il habite dans la zone réservée concernée mais qu'il ne s'est pas récusé, étant donné qu'il n'a pas d'intérêt personnel, car il a l'immense chance d'avoir pu construire sur le terrain de ses arrières grands-parents avant ces développements. Il insiste qu'il faut une représentation adéquate des habitants de la Commune pour toute révision d'un plan de zone, comprenant aussi des personnes de la zone concernée.

Puis, plus loin : sa seule demande est que le Conseil et les personnes concernées soient impliquées rapidement et depuis le début pour cette révision du PGA.

Et pour terminer page 195 :

M. Philipp **LANGER** souhaite savoir s'il ne suffirait pas qu'il y ait à terme moins d'habitants dans la périphérie par simple développement démographique, étant donné que ce sont plutôt des zones villas dans ce périmètre avec peu d'enfants et de personnes par surface de plancher. Est-ce vraiment sur les habitants ou sur la surface qu'il faut faire le calcul?

Aucune autre demande de modification n'a été demandée.

Le Président met en discussion. La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le PV No14 de la séance du 07 février 2018, ainsi modifié, est accepté à l'unanimité. Remerciements à son auteur.

5) Communication du Bureau.

- Sortie du Conseil du 02 juin 2018

Tous les conseiller(e)s ont reçu un bulletin d'inscription à retourner au plus tard **mardi 15 mai**. Il est important de s'inscrire, car il s'agit d'une organisation un peu plus compliquée que d'habitude. Le bureau a opté pour plusieurs options afin que chacun puisse participer selon ses aptitudes physiques et ses envies. Le Président espère avoir aussi une visite du château de l'Isle, qui ne se visitait pas jusqu'à présent. Il attend la réponse. D'après un premier pointage, une quarantaine de conseillers seront présents, répartis à peu près également selon les 3 modes de transport.

Pour information, le groupe « semi-sportif » sera entraîné par notre vice-Présidente Anouk Gäumann qui a prévu de ménager ses collègues dans la montée.

Concernant les vélos à assistance électrique, il semble qu'il faille en trouver un peu plus d'une dizaine, la tâche est compliquée. Dès lors il sera procédé selon la logique du « premier inscrit, premier servi ».

- Jeton de présence

Le bureau et la Municipalité ont pris les trois décisions suivantes :

- 1) De conserver le mode de paiement des jetons de présence tous les six mois.
- 2) Pour les commissions de St-Prex : révision des processus afin que les responsables des commissions maîtrisent mieux la procédure vis-à-vis des informations à transmettre au bureau et surtout mieux indiquer sur la présence des conseillers aux séances de commission. Un test en mode publipostage sera d'ailleurs effectué tantôt.
- 3) Les commissions hors St-Prex procédant aux paiements selon leurs propres statuts, la plupart des paiements continueront à passer par notre commune. Tel est par exemple le cas de la PRM, dont le changement de mode de paiement exigerait une décision intercommunale.

6) Communications de la Municipalité.

- M. Daniel MOSINI, Syndic

Communication n° 05/05.2018

Objet: zone réservée

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, informe, qu'en date du 9 février dernier, il a été appris par l'intermédiaire de Me Pierre-Olivier **WELLAUER**, que la communauté héréditaire de feu M. Lachezar Dimitrov **TSOTSORKOV**, propriétaire de la parcelle no 682, sise à l'impasse de Coulet 70, a retiré formellement l'opposition formulée en date du 13 septembre 2017 dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification du plan d'affectation «zone réservée».

- Mme. Carine TINGUELY, Municipale

Communication n° 09/05.2018

Objet: taxe au sac

Mme. Carine **TINGUELY**, Municipale informe qu'elle a constaté une constante diminution des quantités de déchets récoltés par habitant depuis l'introduction de la taxe au sac, il y a quatre ans. De 594 kg par habitant récoltés en 2012, la Commune est passée à 480 kg pour 2017, ce qui correspond à une réduction supérieure à 19%.

Mise à part le tonnage de la ferraille qui reste relativement stable et le tonnage des encombrants qui enregistre une hausse, les autres déchets sont en baisse.

A la demande de la Municipalité, les agents de PRM font régulièrement des contrôles à la déchetterie pour s'assurer que les usagers sont bien domiciliés à Saint-Prex.

En outre et afin de contenir les coûts, les collaborateurs restent attentifs aux objets déposés dans la benne des déchets encombrants. Pour mémoire, les objets de moins de 60 cm. de longueur ne peuvent pas être considérés comme des déchets encombrants et doivent impérativement être éliminés au moyen des sacs taxés.

Au 31 décembre 2017, il a été procédé à une reprise de réserve pour l'amortissement du préavis 06.06/07 « Implantation de conteneurs enterrés » pour Fr. 90'000.– et à une mise en réserve de Fr. 54'935.30 pour boucler le compte sur la taxe au sac.

La réserve s'élevant à Fr. 163'855.– au 31 décembre 2017, la Municipalité a décidé, en séance du 24 avril dernier, de diminuer la taxe annuelle des particuliers à Fr. 108.– pour l'année 2018. La taxe pour les entreprises reste inchangée à Fr. 200.–.

- Mme. Carine TINGUELY, Municipale
Communication n° 08/05.2018
Objet: fiscalité agricole

Mme. Carine **TINGUELY**, Municipale informe qu'à la fin 2011, le Tribunal fédéral a rendu une jurisprudence qui a entraîné une forte aggravation de la charge fiscale des agriculteurs en soumettant bon nombre de gains immobiliers à l'imposition sur le revenu, ainsi qu'à l'AVS, alors qu'ils n'étaient soumis qu'à l'impôt sur les gains immobiliers.

Après six ans de discussions, le Parlement fédéral a publié une directive prévoyant des allègements de l'impôt, sous forme de remise partielle, dégressive et limitée dans le temps du supplément d'impôt entraîné par les arrêts du Tribunal fédéral.

Le Canton de Vaud a décidé d'appliquer cette directive jusqu'au 31 décembre 2018. Dans sa séance du 19 mars écoulé, la Municipalité a décidé d'appliquer également cette directive au niveau de l'impôt communal.

Ainsi, les gains immobiliers s'élevant jusqu'à Fr. 300'000.– bénéficient d'une remise partielle de 66%. Cette remise est dégressive et se monte à 0% à partir d'un gain de 1,5 million de francs.

Les agriculteurs de Saint-Prex en ont été informés personnellement par courrier.

- Mme. Barbara REGAMEY, Municipale
Communication n° 06/05.2018
Objet: qualité de l'eau – plage du Coulet

Mme. Barbara **REGAMEY**, Municipale informe qu'en date du 24 mai 2017, la RSR indiquait dans le journal du matin que les eaux du lac Léman étaient propres à la baignade, hormis la plage du Coulet. Ces résultats ressortaient de l'analyse effectuée par l'Agence Européenne de l'Environnement.

La Municipalité a fait des recherches afin de connaître le pourquoi de ces résultats. En effet, la Commission Internationale pour la Protection des Eaux du Léman (CIPEL) et les analyses des services du Canton de Vaud indiquaient que l'eau était propre à la baignade et ne correspondaient donc pas aux résultats publiés par cette agence.

Après avoir pris contact avec l'Agence Européenne de l'Environnement, il s'avère que celle-ci se base sur les analyses du canton de Vaud, mais qu'elle a interverti deux résultats, faussant ainsi les conclusions. Dès lors, elle a corrigé la carte publiée sur internet, indiquant que la plage du Coulet a une qualité d'eau suffisante et que l'on peut s'y baigner sans risque. A noter que la CIPEL indique que l'eau est bonne à moyenne à cet endroit précis.

Une demande de correctif a été envoyée à la RSR en exigeant que celle-ci diffuse ces nouveaux éléments lors d'un prochain journal sur les ondes.

- M. Stéphane PORZI, Municipal

Communication n° 7/05.2018

Objet: rénovation des immeubles au chemin de l'Epondaz 1,3,5,7, à la route de Lussy 3 et au Cheminet 6 et 8

M. Stéphane **PORZI**, Municipal, informe qu'en octobre 2012, il a été présenté le préavis no 16/10.12 pour l'acquisition de sept immeubles, représentant 122 logements pour un montant de Fr. 27'650'000.-, plus un montant supplémentaire de Fr. 2 millions pour des travaux urgents, tels que le remplacement d'une chaudière, des fenêtres, etc. Un amendement a été proposé par la Commission des finances pour un montant de Fr. 3 millions supplémentaires pour la rénovation des immeubles, amendement qui a été accepté et qui portait l'enveloppe pour les travaux à Fr. 5 millions.

Les travaux les plus conséquents entrepris portent sur le désamiantage, l'étanchéité des toitures, l'isolation périphérique et la peinture des façades, le changement des vitrages, des stores, des toiles de tente et des portes d'entrée, la mise aux normes des garde-corps sur tous les balcons, le changement des ventilations et la mise en place des points d'ancrage en toiture, la remise en état de 2 colonnes de chutes et la peinture des cages d'escalier, le remplacement d'un ascenseur, le changement de 4 chaufferies ainsi que l'ébouage pour l'ensemble des installations, la mise en place de vannes thermostatiques dans tous les logements. Nous avons également remis en état les aménagements extérieurs (les chemins, les bancs, les abattages et plantations, l'enrobé, les marquages des places de parking ainsi que l'étanchéité du parking souterrain).

Les deux immeubles du Cheminet ont aussi subi des travaux importants avec le changement des 2 chaudières et des vitrages ainsi que le raccordement au gaz et le nettoyage des ventilations.

Ces nombreux travaux d'isolation ont permis de toucher des subventions cantonales de Fr. 295'420.00 qui ont été réinvestis dans les rénovations, avec l'accord de la Commission des finances.

Les loyers ont été réadaptés, suite aux travaux et à chaque changement de locataire, sur la base de la proposition de la Gérance Privera qui a tenu compte des travaux effectués et de la moyenne du prix des loyers appliquée dans ces immeubles. L'augmentation globale des loyers de l'ordre de 11% reste abordable. La baisse des charges liée aux changements des chaudières et aux travaux d'isolation a quasiment compensé cette hausse.

A ce jour, l'enveloppe de 5 millions a été utilisée.

- M. Stéphane PORZI, Municipal

Communication n° 10/05.2018

Objet: remplissage du terrain de foot synthétique de Marcy

M. Stéphane **PORZI**, Municipal, fait remarquer que tous ont certainement vu ou entendu parler du reportage de France 2 et/ou de l'article de 24 Heures concernant le remplissage des terrains synthétiques.

La Municipalité a demandé au fournisseur de se positionner, afin de répondre aux éventuelles questions des parents ou des enfants à ce sujet.

Le remplissage du terrain de football synthétique de Saint-Prex est composé de granulats de gomme recyclée enrobés de polyuréthane. Ce type de gomme n'entre pas dans le cadre des

remplissages concernés par le reportage de France 2, celui-ci mettant en cause les granulats de gomme recyclée sans enrobage.

L'enrobage de chaque grain au moyen de polyuréthane marron permet d'isoler de son environnement chaque grain de gomme. Les tests environnementaux démontrent que les résidus de lixiviation sont très inférieurs aux normes en vigueur et ne présentent de ce fait aucun risque pour l'environnement, ainsi que pour les utilisateurs du revêtement.

Il s'agit d'une nouvelle génération de pelouse avec des billes de caoutchouc encapsulées qui ont un pouvoir amortissant plus élevé que le liège et qui coûte environ deux fois plus cher que les terrains synthétiques classiques, mais qui correspond aux besoins du sport de très haut niveau. Contrairement aux revêtements à base de pneus qui peuvent, sous l'effet de la chaleur, dégager de mauvaises odeurs, le matériau choisi ne sent pas.

Le Président remercie la Municipalité.

7) Nomination du (de la) secrétaire du Conseil.

Tous les conseiller(e)s ont reçu par e-mail les 3 présentations des candidates. Ces 3 personnes ont été reçues par la vice-Présidente et le Président, et leur dossier a été vu par le bureau qui estime que ces 3 personnes offrent toutes les garanties de compétences rédactionnelles et organisationnelles. Le règlement ne limitant pas les candidatures à cette sélection, le Président demande s'il y a d'autres candidatures. La parole n'est pas demandée.

Les 3 candidates sont : Mesdames Anne **DEVAUX**, Fanny **GANTIN** et Lydie **ROCHAT**. L'huissier distribue les bulletins de vote.

Résultat du premier tour

Bulletin délivrés :	59
Bulletins rentrés :	59
Bulletins nuls :	0
Bulletins blancs :	0
Majorité absolue :	31 voix

Est élue avec 31 voix Mme. Lydie **ROCHAT**. L'assistance applaudit à cette élection.

Obtiennent des voix : Mme Anne **DEVAUX** 17 voix et Mme Fanny **GANTIN** 11 voix.

8) Rapport sur le préavis n° 01/02.2018 – demande d'un crédit pour financer la construction d'une piscine couverte scolaire et publique, l'aménagement de la cour de récréation du collège du Cherrat et l'adaptation du chauffage à distance (CAD) du collège du Cherrat.

Le Président appelle le rapporteur de la commission M. Roland **LOCHER** pour la lecture de son rapport.

Ce dernier ayant terminé, le Président appelle le Président de la Commission des Finances, M. Michel **CONNE** pour la lecture de son rapport.

Les exposés étant clos, la discussion est ouverte.

AVIS - *Le texte qui suit a été lu « in extenso » par son auteur, M. Marc-Antoine SIEGWART. Dans un souci de transparence et pour ne pas devoir à posteriori faire d'innombrables modifications au PV, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne du singulier est donc requise.*

Monsieur le Président, chers conseillers municipaux, chères et chers collègues,

Je souhaite en premier lieu annoncer mes intérêts : bien que je porte l'uniforme militaire car je suis en service, mes propos n'engageront en rien notre armée nationale. Autres considérations : les propos que je tiendrais ne considèrent que moi, et non pas mon groupe politique, ou ma famille !

Je ne suis pas ce qu'on pourrait appeler un individu « anti-piscines » en règle générale.

J'ajoute également que je n'ai aucuns liens d'intérêts privés qui touchent ce préavis, si ce n'est que je suis un jeune contribuable lambda de 19 ans.

En outre, je souhaite vous aviser que mes convictions ne sont pas de vouloir chambouler et changer radicalement toutes les choses (comme certains voudraient le croire).

J'ai mes convictions propres qui n'engagent que moi, même pas ma famille ! Faire de la politique c'est aussi porter un regard différent de ce qu'un exécutif a à nous proposer, en relation toujours avec ce que l'on souhaite pour l'avenir de notre commune et ses habitants.

Mesdames messieurs sachez d'avance que ma tirade, que mes propos, ne toucheront pas uniquement ce projet, car et en préambule il ne s'agit pas ici uniquement d'une discussion piscine ou pas piscine; cela va bien plus loin: Il s'agira d'évoquer aussi notre politique financière et plus largement la vision communale et ses nombreux corollaires à cours et surtout sur le long terme.

Laissez-moi en premier lieu rapidement revenir sur les propos échangés lorsque ce même Conseil a accepté l'octroi d'un million de francs pour l'étude de ce projet.

La Municipalité avait mis en avant la nécessité d'agrandir notre parc d'infrastructure sportive-scolaire en accord avec la LEO; principalement pour que les écoles puissent organiser 3 périodes de sports par semaine minimum. Si vous ne le saviez pas, cette norme s'applique par injonction à une ordonnance fédérale « pour l'encouragement du sport et de l'activité physique », respectivement l'article 49 al. 1,2 et 3.

Je constate que cette norme restrictive est périlleuse, particulièrement pour certaines communes suisses, c'est pourquoi elle n'est que partiellement appliquée et elle a déjà nécessité plusieurs interventions du Tribunal Fédéral (dans le canton de Genève, en juin 2017 par exemple).

Je prends également en considération en ce qui concerne l'application de cette norme au niveau de notre canton, que « dans la mesure du possible, les cours de sport doivent se dérouler en plein-air ».

Notre canton possède également une série de normes sur la construction, l'entretien ainsi que la surveillance et le maintien de l'hygiène des piscines publiques. Il s'agit par exemple du très normatif (AHP) «arrêté sur l'hygiène des piscines vaudoises», fixant la durée de régénération, mais aussi la température des eaux. Des normes qui ne favorisent à mon sens en rien la réduction des actes et nombreux contrôles bureaucratiques. De plus, le changement de normes, intervenant sur le long terme, rend la situation difficile, donnant moins de libre choix pour les exploitants face aux nombreux défis que se doit de relever une commune sur le long-terme (je parle bien entendu sur 20, 30, 50 ans).

Le Président interrompt l'orateur pour l'informer que la discussion doit se porter uniquement sur le préavis exposé. La parole est redonnée à M. Marc-Antoine **SIEGWART**.

Enfin, en 2016, la Municipalité avait rappelé (et elle n'a pas cessé jusqu'à aujourd'hui) qu'il était du devoir de l'Etat d'apprendre à ces jeunes habitants à savoir nager, plus encore lorsque les résidents sont sur un sol communal à proximité d'un point d'eau. Propos que je juge non fondés, car ils pourraient s'appliquer avec tout et n'importe quoi, on pourrait, le cas échéant, se demander pourquoi l'Etat n'apprendrait pas aux individus à savoir skier étant citoyen d'un pays géographiquement majoritairement montagneux...

Je suis opposé à cette vision politique qui proclame que l'individu doit se faire éduquer par l'Etat, en recevant une éducation définie par la volonté de bureaucrates, créant une société où les hommes et les femmes agissent conformément à un moule créé, leur enlevant leurs libertés, leurs raisonnements et surtout leurs différences ! Ce qu'on nous propose se nomme ni plus ni moins « l'Etat Nounours ».

Par la suite, vous aviez alors, cher Conseil, pour la plupart rejeté toute opportunité d'analyser si un apprentissage de la natation directement dans le lac était viable, sécurité oblige. Pourtant et étonnamment, lors du premier trimestre 2017, la Société Suisse de Sauvetage, en toute connaissance de cause, a affirmé le contraire. « Ce serait une étape importante pour la prévention des accidents » voici les propos du Président de cette même Société nationale, en la personne de Reto Abächerli.

Les semaines ont passé, et c'est ainsi que lors de notre dernière Assemblée communale, vous nous avez présenté le dit-projet soutenu par une excellente présentation du bureau d'architecture.

L'infrastructure et les réaménagements proposés sont plus que convaincants. Je crois que nous pouvons tous nous accorder sur ce point. L'architecture représentant le « plissage de l'eau » reste urbaine, mais est analogue aux parcelles voisines, ce qui est aussi un point positif.

La « modulabilité » en fonction des plages horaires me semble également bien réfléchie de même que l'accessibilité des bassins pour tous les individus, personnes à mobilité réduite comprise.

Cependant, nous n'avons que des estimations quant aux problématiques principales qu'engendrent ce projet : Il s'agit de l'appréciation des charges pérennes, leurs évolutions dans le temps tout en ayant un égard envers les facteurs micro-économiques (principalement, car une piscine publique qu'elle soit scolaire ou non, implique des charges variables conséquentes qui peuvent être très imprévisibles) et comme dernier point il s'agit de la méthode de financement de cet investissement j'y reviendrai bien-entendu en évoquant nos politiques financière et budgétaire.

Revenons maintenant sur le présent et bien évidemment sur le futur, car les conséquences de nos décisions aujourd'hui auront des conséquences pour les futures générations de Saint-Preyarden. (?)

Conséquence principale de ce projet, Il convient d'analyser l'évolution financière de notre commune. Il s'agit bien entendu de l'augmentation des charges pérennes que créera ce projet.

Bien qu'elles soient relativement partagées avec les Communes de l'ASISE, il est certain que l'augmentation des charges aura des conséquences non négligeables sur notre résultat communal annuel, comme le relève très nettement la commission.

Je vous rends attentif sur le fait qu'une piscine a des charges variables considérables, ce qui est alarmant, car les charges d'utilisation varient fortement entre chaque année d'exercice. Ceci dû en grande partie à la mobilité des baigneurs, suivant la météo et usant de la concurrence avec d'autres infrastructures sportives prenant place dans notre région et notre canton (concurrence qui s'exerce sur le prix du billet, les horaires d'ouverture voir la réputation et l'infrastructure).

J'ai aussi un regard très négatif quant à l'augmentation du personnel communal, synonyme aussi d'augmentation des charges étatiques.

Je constate aussi que les potentielles subventions cantonales que nous recevrons, bien qu'elles permettent de faire un contrepois dans le tableau des chiffres d'exploitation présentés, elles sont en réalité des cadeaux empoisonnés, car cet argent ne tombe pas du ciel, il y a bien des personnes physiques et morales dans ce canton qui doivent produire ces revenus.

Alors c'est bien beau d'user des subventions cantonales, mais qu'on ne vienne pas se plaindre par la suite que la facture sociale explose pour les communes, et que les communes riches doivent redistribuer toujours davantage passant par la péréquation !

Je m'interroge fortement quant à l'évolution du prélèvement obligatoire communal, nous sommes déjà conscients que nous devons augmenter notre taux d'imposition pour des raisons « péréquationnelles », mais ouvrons les yeux, ce projet péjorera de surcroît la situation financière de Saint-Prex. Lorsque la Commission affirme que « gouverner c'est prévoir », je nuancerais en disant que « gouverner c'est aussi savoir et informer ». J'ai de

grandes craintes relatives à la transparence : que l'on nous cache l'augmentation d'impôts qui résulte de cet investissement en le glissant avec l'augmentation inévitable que nous subirons « péréquationnellement ».

J'entends donc bien les propos de la Municipalité lorsqu'ils évoquent que nous avons seulement 55 pts d'impôt. C'est du non-sens politique d'affirmer que nous devons augmenter notre imposition au même niveau que les communes moins attractives, un non-sens par rapport à notre système fiscal fédéraliste qui est tourné vers la concurrence intercommunale comme intercantonale. Alors il est peut être vrai que cette nouvelle infrastructure rendra notre commune lacustre plus attractive dans les quelques années qui suivront la construction, bien que je pense en voyant aujourd'hui le nombre d'individus qui profitent de nos plages, que nous sommes déjà bien assez attractifs par rapport à nos offres d'infrastructures. Mais qu'en est-il de l'attractivité fiscale ? Celle-ci ne doit pas se prévoir sur 2 ans, mais bien sur le très long terme !

Les contribuables Saint-Preyards, tout comme les vaudois n'ont cessé de voir la quote-part de l'Etat augmenter ces dernières décennies, et ce n'est pas avec des projets similaires au notre que nous permettrons de changer la tendance, au contraire. Ce projet va à contre sens dans l'application d'un frein à l'expansion de l'Etat : frein à l'expansion des dépenses de l'Etat ! Mais vous savez, c'est toujours si facile de dépenser l'argent des autres ...

Mesdames messieurs, on peut essayer avec tout le vocabulaire de la terre, avec tous les moyens techniques disponibles et même dans toutes les langues de nous présenter des chiffres, des statistiques, de parler de marge d'autofinancement, de croissance de la population, de créations et arrivées de nouvelles entreprises sur le sol communal ou je ne sais quel autre instrument de mesure théorique.

Le Président rappelle une nouvelle fois à M. Marc-Antoine **SIEGWART** l'article 31 du règlement communal. Considérant le précédent avertissement la parole lui est donc retirée.

M. Jacques **ROCHAT** tient d'abord à faire remarquer que les discours les plus brefs sont les meilleurs. Il félicite la Commission pour le rapport établi. Il ne demandera pas un amendement pour faire un toit ouvrant, proposant ainsi une piscine en plein air. Il appuie fortement ce beau projet et invite les autres conseillers à en faire autant.

M. Marc **HAUSWIRTH** approuve le projet dans les mêmes termes que M. Jacques **ROCHAT**. Il est nécessaire pour une commune d'avoir une vision d'avenir et d'offrir à ses habitants une infrastructure innovante.

M. Yves **JANICAUD** remercie Marc-Antoine **SIEGWART** pour ces propos même s'il est difficile de nager avec des « rangers ». Il demande ensuite comment doit-on traiter les annexes du préavis.

M. Roland **LOCHER** informe que ces annexes ont été rajoutées au rapport de la Commission pour exprimer une demande formelle de cette dernière pour que ces points soient respectés.

Il y en a plusieurs et ils sont sortis lors des diverses discussions avec les architectes, la Municipalité et les autres participants à ce projet. M. Roland **LOCHER** exprime qu'il s'agit là d'une demande formelle faite à la Municipalité, mais qu'il ne s'agit nullement d'un amendement.

Mme. Carine **TINGUELY**, Municipale, informe le Conseil que la Municipalité a bien pris note de ces points. Ils ont été partagés avec les architectes et les ingénieurs. Ils seront tenus en compte évidemment. Il est souligné également la proposition de la Commission d'avoir une Commission consultative issue du Conseil, et également des habitants, pour suivre ce projet durant sa réalisation. La Municipalité tiendra compte, autant que possible, des remarques de la Commission.

M. François **LUDWIG** se permet de rappeler qu'il est souvent intervenu au sujet des taxes ou d'impôts. Dès lors on ne peut l'accuser d'être un « pro-taxes » ou un « pro-impôts ». Il s'adresse ensuite à M. Marc-Antoine **SIEGWART** pour lui faire la remarque que vu son grand âge il devrait ainsi payer moins d'impôts que lui. Donc acte. Néanmoins M. François **LUDWIG** rappelle qu'il est prêt à payer deux points d'impôts en plus le jour où cela serait vraiment nécessaire. Il tient d'ailleurs à souligner que les éventuelles hausses d'impôts sont plus imputables à la volonté du canton et que par définition si hausse à l'avenir il doit y avoir, elle ne serait pas imputable à la construction de la piscine. M. François **LUDWIG** revient ensuite sur les propos de M. Marc-Antoine **SIEGWART** sur le fait qu'il faille faire attention aux dépenses. Il fait alors remarquer que si on avait su cela par le passé, rien n'eût été fait. En effet, la Commission des finances a calculé que jusqu'à ce jour, il avait été dépensé en préavis, auquel il faut ajouter ce que la Municipalité a dépensé dans le cadre des compétences qui lui sont accordées, la somme de 126'000'000.-. Alors le catastrophisme entendu ou lu dans la presse, qui nous fait part d'une dette qui ne cesse de croître, doit être relativisé. En effet, les comptes reçus pour l'exercice 2017 démontrent que si l'endettement de la Commune se monte à 56'850'000.- il faut relever, et beaucoup l'oublie souvent, que sur ce montant il y a une part de patrimoine financier qui rapporte de l'argent. Ce patrimoine économique financé par l'emprunt représente quelques 42'000'000.-. Donc si vous voulez avoir une image réelle de combien nous coûte l'endettement, alors il faut faire le différentiel entre ces deux montants. Cela représente ainsi quelques 14'000'000.-. M. François **LUDWIG** rappelle également que dans les préavis approuvés par le Conseil il y a environ 10'000'000.- déjà votés par le Conseil mais pas encore utilisés. Comme par exemple le futur bâtiment de l'administration ou encore l'épuration le long de l'Avenue de Taillecou. De fait, si la situation financière était si préoccupante, alors il aurait fallu arrêter les investissements depuis 2006 déjà. En rappelant également que depuis 2006, il y a eu quelques années pas très favorables pour l'économie. M. François **LUDWIG** n'a jamais beaucoup craint pour les finances de la Commune même s'il fallait payer deux points d'impôts dans l'avenir. M. François **LUDWIG** résume lui-même en demandant à ne pas croire tout ce qui est dit à propos de la situation alarmante de la Commune et de voter ce projet.

Mme Sophie **ROUQUETTE** remercie la Municipalité pour ce projet qui semble apporter une vraie valeur ajoutée pour toutes les tranches de la population, des bébés aux seniors, eux qui n'iront pas forcément se baigner dans le lac. Remerciements aussi à la Commission pour son étude détaillée du projet et les différentes propositions d'améliorations du projet. Le budget d'investissement semblant être parfaitement maîtrisé les efforts doivent être portés,

selon Mme Rouquette, sur le budget de fonctionnement. En effet, cette dernière a relevé que le taux d'occupation estimé serait de 45 à 50%. Cela laisse donc une marge d'occupation à la hausse. Mme Sophie **ROUQUETTE** se pose donc la question de savoir s'il n'y aurait pas un intérêt à proposer cette future installation à d'autres établissements scolaires, hors du périmètre de l'ASISE. Cela permettrait d'augmenter le taux d'occupation et donc des recettes. Et termine en rappelant qu'elle soutient ce projet.

M. Roland **LOCHER** souhaite répondre à la question du taux d'occupation de la piscine. Le taux de 45 à 50% représente environ 400 personnes/ jour. Alors certes la piscine peut accueillir 750 personnes/jour mais il faut imaginer qu'avec ce nombre-là de nageurs, il n'y a plus vraiment de place dans l'eau ! Donc c'est pour cela que la Commission estime que le taux d'occupation ainsi formulé, correspond à un standard de confort pour pouvoir nager agréablement. Il y a cependant une petite marge de progression, mais si le chiffre de 400 personnes/jour est atteint, cela correspondra déjà à la fourchette haute d'une utilisation agréable pour les nageurs. À relever que le chiffre de 400 personnes/jours inclut les écoles (environ 25%).

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, apporte en complément que la Municipalité n'exclut pas d'étendre la disponibilité d'utilisation à d'autres écoles et d'autres communes. Cela sera affiné en fonction de son taux d'utilisation une fois ouverte.

M. Michel **CONNE**, prend la parole pour s'étonner des propos de M. Marc-Antoine **SIEGWART** qui s'élève pour une dépense de 10'000'000.-. En effet il n'y a pas si longtemps le Conseil a voté un terrain de foot (Complexe Sportif En Marcy) pour un montant de 6'000'000.-. Or sans faire de mathématique, mais de l'arithmétique, nous devrions de toute façon construire une salle de gym à 4'000'000.-, donc une différence de 6'000'000.-. Et pour ces fameux 6'000'000 M. Marc-Antoine **SIEGWART** n'est pas intervenu de quelque manière que cela soit et également sur d'autres sujets. M. Michel **CONNE** poursuit en expliquant que ce projet a été examiné soigneusement par la Commission des finances. Il est vrai que les comptes 2017 de la Commune ont été reçus après la prise de décision sur ce préavis et qu'ils ne sont pas aussi mirobolants qu'ils ne le furent dans le passé. Néanmoins la Commission des finances estime que la Commune peut se permettre deux exercices avec des pertes avant de devoir augmenter les impôts. M. Michel **CONNE** rappelle que la Commission des finances n'est pas pour une augmentation des impôts et d'ailleurs personne n'aime payer plus pour quoi que ce soit. M. Michel **CONNE** affirme que nous savons qu'un jour il faudra bien augmenter les impôts, car les charges sur la Commune ne cessent d'augmenter. Il relève d'ailleurs que ces charges ne sont pas celles que nous choisissons, mais celles qui sont imposées par le Canton. M. Michel **CONNE** demande d'en tenir compte pour ce préavis.

M. Henri **HALLER** demande si le projet tient compte des exigences du cahier de charges du Fond du Sport et du Fond Leuba, afin de bénéficier, comme mentionné dans le préavis, d'une subvention cantonale.

M. Roland **LOCHER** répond que la Municipalité a déjà reçu une lettre du Fond du Sport qui indique qu'il soutiendra le projet. On peut donc espérer un montant de 700'000.- de subventions. Il y a effectivement en revanche un cahier des charges précis à respecter pour pouvoir bénéficier de ces subsides. Il y a notamment comme critères : ouverture au

public en semaine et en week-end; une longueur précise du bassin; disposer de 6 couloirs de nage au moins; garantir deux couloirs durant toutes les heures pour le public durant la présence des écoles; disposer des vestiaires hommes et dames en plus des vestiaires scolaires; mettre à disposition l'infrastructure pour les associations; être en conformité des normes des associations sportives nautiques internationales. Ces normes sont donc à respecter pour obtenir les subventions du Fond du Sport, conclu M. Roland **LOCHER**.

M. Henrique **HALLER** souhaite savoir si ces conditions sont remplies.

M. Roland **LOCHER** répond qu'elles seront remplies. Cette demande figure d'ailleurs dans les annexes données à la Municipalité.

Mme. Carine **TINGUELY**, Municipale, précise que le bureau d'architecture a déjà été voir au niveau du Fond du Sport si tous les critères requis étaient pris en compte. Ces notions ont été, dès le début du projet, prises en considération, d'où d'ailleurs la notion de piscine publique et non pas de piscine scolaire. Mme Carine **TINGUELY** précise également, à l'attention de M. Marc-Antoine **SIEGWART**, qu'il existe la loi sur l'éducation physique qui stipule à l'article 11, alinéa 1, que les cours de base consistent en trois périodes hebdomadaires. Cela n'est donc pas une option dans notre canton, conclut-elle.

M. Marc-Antoine **SIEGWART** répond à l'intervention de M. Michel **CONNE** en lui rappelant qu'en 2006 il n'avait pas l'âge pour être élu et le seul préavis voté, avec une importance financière, fut la rénovation du bâtiment de la commune. À cette occasion il avait d'ailleurs voté non à ce projet.

Mme Sylvie **FUCHS** remercie chaleureusement la Commission qui a travaillé de façon très professionnelle. Elle remercie également les communes partenaires. Car il s'agit véritablement d'un projet intercommunal. En revanche elle comprend certaines peurs liées à l'incertitude d'un tel projet. Néanmoins elle partage l'avis de M. Michel **CONNE** et de M. François **LUDWIG** et invite à faire lecture des comptes avec une certaine retenue par rapport à l'endettement de la Commune. Ce dernier n'est pas catastrophique, au contraire, notre Commune dispose d'actifs importants. Positive sur le projet, Mme Sylvie **FUCHS** invite le Conseil à le soutenir.

M. Fabrice **DESSAUX** partage les avis exprimés et remercie à son tour la Commission pour son travail. Il partage également l'avis, et félicite, M. Marc-Antoine **SIEGWART** pour sa fougue et sa jeunesse qui a le droit, aussi, de s'exprimer. Il l'invite à continuer ainsi mais de manière plus brève. M. Fabrice **DESSAUX** souhaite ensuite faire une remarque sur l'amendement proposé. En effet, de concert avec certaines inquiétudes financières, ne faudrait-il pas réduire le temps de l'amortissement à 25 voire à 20 ans ?

M. Roland **LOCHER** explique que la durée de 30 ans est une norme légale. Il précise également qu'avec les frais inclus de 142'000.- pour l'entretien du bâtiment au budget d'exploitation permettront à contribuer à l'entretien et/ou changement de matériel pour la piscine. Il n'est donc pas possible d'aller plus vite au niveau de l'amortissement, mais avec les éventuelles subventions il sera plus bas.

M. Philip **LANGER** regrette le discours émotionnel mais il s'agit d'un préavis important. Selon lui, ce qui peut poser problème n'est pas tellement l'investissement de base, mais plutôt les charges d'exploitation. Il félicite les auteurs du projet et la Commission pour un rapport fort bien détaillé. Il estime que tout est bien calculé dans ce préavis. Ce projet, explique-t-il, est important pour les écoles, mais aussi pour la Commune dans son ensemble. C'est un projet fantastique et qu'il faut soutenir en l'acceptant.

M. François **LUDWIG** souhaite faire remarquer qu'en diminuant le temps de l'amortissement cela va augmenter de fait la part à rembourser chaque année. Cela alourdira d'autant plus les membres de l'ASISE. En vertu des discussions et des négociations préalables faites en amont avec les autres communes, sans qui le projet n'aurait pas pu aboutir, il n'est pas opportun de modifier le niveau d'amortissement ajout-il.

M. Frédéric **BERTHOUD** exprime sa satisfaction d'avoir entendu, dans un esprit démocratique, que certaines contre-vérités publiées dans le courrier des lecteurs du journal 24 heures, ont été clairement corrigées et devant public qui plus est. Il remercie le public présent de rassurer et de rappeler que tout ne vas pas si mal à Saint-Prex. M. Frédéric **BERTHOUD** se réjouit d'aller nager non pas dans le lac mais dans une piscine.

C'est sur ces propos que le Président clos la discussion.

Le Président procède d'abord au vote sur l'amendement en rappelant que ce dernier laisse toujours l'entière liberté de voter sur le fond du préavis.

Le point 4 du préavis est remplacé par :

4. D'admettre que cette dépense de CHF 9'500'000.- soit amortie sur 30 ans, après déduction immédiate de la reprise de CHF 4'500'000.- du compte n° 9282.16 « provision pour une nouvelle infrastructure sportive scolaire » par tranches annuelles. Celles-ci seront ajustées par la prise en compte des subventions effectivement reçues.

Le vote donne comme résultat :

- Avis favorables : 55
- Avis contraire : 3
- Abstentions : 1

L'amendement est accepté.

Le Président passe au vote final sur le préavis ainsi modifié :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la construction d'une piscine couverte scolaire et publique;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de CHF 9'500'000.-;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale;
4. D'admettre que cette dépense de CHF 9'500'000.- soit amortie sur 30 ans, après déduction immédiate de la reprise de CHF 4'500'000.- du compte n° 9282.16 « provision

pour une nouvelle infrastructure sportive scolaire » par tranches annuelles. Celles-ci seront ajustées par la prise en compte des subventions effectivement reçues;

5. d'autoriser la Municipalité à entreprendre l'aménagement de la cour de récréation du collège du Cherrat;

6. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de CHF 500'000.-;

7. d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale ;

8. d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois, en 2020, par reprise du compte de réserve n° 9282.07 «fonds pour rénovation et construction de bâtiments scolaires» ;

9. d'autoriser la Municipalité à entreprendre l'adaptation du chauffage à distance du collège du Cherrat;

10. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de CHF 520'000.-;

11. d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale;

12. d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois, dès 2020, par reprise du compte de réserve n° 9282.07 «fonds pour rénovation et construction de bâtiments scolaires».

Le vote donne comme résultat :

- Avis favorables : 53
- Avis contraire : 6
- Abstentions : 0

En conclusion, le préavis no **01/02.2018** est accepté.

L'assistance applaudit.

La parole est donnée à M. le Syndic, Daniel **MOSINI**. Ce dernier exprime au nom de la Municipalité sa satisfaction et remercie les Syndics et Municipaux des autres communes partenaires, membres de l'ASISE, d'être présents lors de cette séance. Il remercie également les architectes pour leur travail minutieux et sérieux ; la Commission qui s'est penchée avec compétence et approfondissement sur le sujet à l'examen de ce préavis. Il remercie également le nombreux public présent et enfin il remercie le Conseil Communal.

9) Préavis n° 02/05.2018 – adoption de la gestion et des comptes 2017

Ce préavis est transmis à la Commission de gestion et à la Commission des finances.

10) Simples questions

Pour débiter les simples questions il est d'abord fait mention de la présence parmi nous de l'ancien directeur de école de Saint-Prex et de l'ASISE, M. Patrick **UEBELHART**. L'assistance l'applaudit. Son remplaçant, M. Jean **CUENOT**, est également présent et reçoit un accueil chaleureux de l'assemblée.

Par la suite, le Président remet à Mme Chantal **COURTAIS-REY** un présent de la part du Bureau pour la remercier pour son travail comme secrétaire du Conseil. Cette dernière reste par ailleurs Conseillère Communale. L'assistance applaudit.

M. Fabrice **DESSAUX** remercie la Municipalité pour la baisse de la taxe au sac des habitants. Il demande cependant que la prochaine fois il soit tenu compte aussi d'une éventuelle baisse pour la taxe au sac visant les entreprises.

M. Jean-Noël **FANGUIN** tient à faire une remarque au sujet de la transformation de St-Prex en station balnéaire durant les week-ends notamment. Il souhaite à ce titre savoir s'il était prévu pour les habitants, vivant près du lac, de disposer d'un aménagement de parking particulier.

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, répond que cette thématique est dans la vision communale de la législature. Des discussions ont d'ailleurs eu lieu avec la Commission de Gestion sur l'opportunité d'avoir d'autres parkings sur la commune. Néanmoins il doit d'abord être défini une politique de parage pour permettre à plus de gens de bénéficier des parkings et ainsi de ne pas prêter les citoyens. La Municipalité reviendra vers le Conseil sur ce sujet une fois la politique définie. Le but étant d'avoir une égalité de traitement.

Mme. Sophie **ROUQUETTE** tient, en tant qu'habitante du Bourg, à faire état du comportement des automobilistes qui ne respectent pas toujours la limitation zone 30. Ayant remarqué des comptages effectués récemment, elle souhaite savoir si cela annonce des aménagements entre le Chauchy et la Place d'Armes, ou s'il y avait une autre motivation à ce comptage.

M. Roger **BURRI**, Municipal, répond d'abord en apportant un complément à la question de M. Jean-Noël **FANGUIN**. M. Roger **BURRI** admet qu'effectivement le problème du stationnement est récurrent et qu'il doit être effectif 4 à 5 dimanches par année. On doit faire preuve ayant un lac, permettant ainsi d'accueillir bon nombre de voisins régionaux, de tolérance vis-à-vis de quelques gênes momentanées. Néanmoins cela demeure une préoccupation de la Municipalité.

En réponse à Mme. Sophie **ROUQUETTE**, M. Roger **BURRI**, Municipal, informe que la Municipalité envisage de réduire la vitesse sur l'entier de la route de Taillecou, respectivement entre le Bancs des Pauvres et le Centre du Vieux-Moulin. Cette réduction de vitesse envisagée nécessite un certain nombre de comptages qui sont organisés par la Direction Générale de la Mobilité et des Routes, qui sur la base de l'appréciation de la situation actuelle, définit si la zone est appropriée et quels sont les aménagements nécessaires. Ceci explique effectivement les comptages effectués ces dernières semaines.

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, informe en surplus que d'autres comptages seront réalisés plus tard sur la Commune. En effet depuis de nombreuses années, il doit être effectué des comptages sur les zones 30. Cela sera fait par les mêmes instances cantonales citées précédemment.

M. Frédéric **BERTOUD** salue la réponse de M. Roger **BURRI** sur le nombre de jours de désagréments et sur l'accueil des visiteurs à St-Prex. Il demande à la Municipalité de ne pas mettre de parkings payants pour les gens qui vont venir à la plage. En résumé il faut rester accueillant et pragmatiques.

M. Jean-Noël **FANGUIN** rebondit sur la limitation de vitesse et souhaite savoir si ces limitations sont permanentes. Respectivement est-il possible d'en changer la nuit ?

M. Roger **BURRI** répond avec humour qu'il s'agit là d'une bonne idée et que dès lors que ferait la PRM ? Reprenant sérieusement il répond que cela n'est pas possible. Il existe une procédure de mise à l'enquête et d'autorisation avec en plus la stricte application de la loi routière.

M. Philippe **LANGER** souhaite rebondir sur la discussion précédente. Il a notamment entendu de la part des collègues qu'il fait bon de venir à St-Prex au Lac. C'est bien d'être accueillant mais il souhaite que l'on anticipe sur ce sujet-là pour l'avenir. L'un n'excluant pas l'autre.

Il poursuit en demandant s'il serait possible d'améliorer la sonorisation de la salle du Conseil.

M. Daniel **MOSINI**, Syndic, prend note de la remarque et va regarder comment améliorer la transmission des informations orales dans cette salle.

Mme Sylvie **FUCHS** souhaite avoir un point d'avancement sur le chantier de la maison de commune. Est-ce que le budget est tenu ? Est-ce que le calendrier est maîtrisé ?

M. Stéphane **PORZI** répond que le chantier est presque (à 15 jours près) dans les temps avec un léger retard, en admettant qu'il n'y a pas vraiment de date butoir. En principe, cependant, le chantier devrait être terminé à la fin de l'année. Pour l'instant le budget est respecté mais cela est toujours délicat de se prononcer avant la fin d'un chantier.

M. Raymond **TARDY** souhaite revenir sur le parking des Colombettes et sur le long de l'Avenue de Taillecou. Il constate de plus en plus que ces parkings sont occupés par des véhicules qui restent toute la journée. Il demande s'il ne serait pas possible de limiter le parage à 12h, week-end compris.

M. Roger **BURRI**, Municipal, répond que poser la question c'est presque y répondre. Il ajoute que les idées et remarques émises par M. Daniel **MOSINI**, Syndic, précédemment vont principalement dans le sens de réduire l'attractivité de ces places. Ceci afin d'éviter que des conducteurs abusent des commodités d'aujourd'hui en matière de stationnement. Il faut admettre que les zones blanches sans limitations particulières sont légions dans la commune. Mais toutes ces remarques vont dans l'esprit du futur projet de la Municipalité et de ses réflexions.

11) Contre-Appel.

Les scrutateurs procèdent au contre-appel.

Le Président remercie l'assistance et lève la séance à 22h08.

Le Président

Alain **JOUFFREY**



Le Secrétaire Ad- hoc


Steve **BRUCHEZ**